

La Corée du Nord peine à tirer profit de sa longue présence en Afrique

Bien que présente en Afrique depuis les temps de la Guerre froide et du mouvement des pays non alignés, la Corée du Nord peine à tirer son épingle du jeu des immenses ressources naturelles dont regorge le continent.

Aujourd'hui, le pays dirigé d'une main de fer par Kim Jung Un connaît depuis des décennies un déclin de sa présence en Afrique du fait notamment des efforts conjugués de sa sœur ennemie la Corée du Sud, des pays occidentaux mais aussi (paradoxalement) de son allié chinois.

Présente dans des secteurs comme la médecine, les armements, les infrastructures et les œuvres d'art gigantesques, la Corée du Nord, malgré la réduction ou la rupture de ses relations avec certains pays du continent, y conserve tout de même une vingtaine de d'ambassades.

La prudence des pays africains dans leurs relations avec la Corée du Nord est ainsi dictée en grande partie par les sanctions des Nations Unies à l'encontre de Pyongyang qui voit ainsi ses possibilités d'intervention limitées sur le continent, ses partenaires africains étant obligés de suivre à la lettre les résolutions onusiennes.

Dans le domaine des armements, un récent rapport d'un comité d'experts de l'ONU indique que la Corée du Nord dispose de 54 usines d'armement et que le pays est, depuis 1996, actif dans le commerce des technologies d'armement.

Ayant développé une réelle expertise dans le domaine sécuritaire, c'est tout naturellement que le pays propose depuis de nombreuses années des équipements militaires à des pays africains de plus en plus attirés par la manne financière de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon.

Les sanctions onusiennes obligent Pyongyang à réduire sa présence en Afrique et même à diminuer le volume de ses importations avec son unique alliée, la Chine, contrainte d'élever la voix contre les essais nucléaires de sa turbulente voisine. En effet, après plus de deux mois de négociations serrées, particulièrement avec les Etats-Unis, la Chine - qui avait déjà pris ses distances en septembre 2016 - a elle aussi voté les nouvelles sanctions qui interdisent également les exportations de cuivre, de nickel, d'argent et de zinc ainsi que la vente de statues.

Dans ce contexte géopolitique, la Chine, en l'espace d'une décennie, entre 2000 et 2011, a investi plus de 75 milliards de dollars US en Afrique selon un rapport produit en 2013 par le groupe de réflexion Center for Global Development, devenant ainsi le premier partenaire commercial du continent.

Selon le premier ministre chinois, Li Keqiang, la Chine compte prêter à l'Afrique une manne financière de 60 milliards de dollars entre 2014 et 2020 et son ambition est d'avoir des échanges commerciaux de 400 milliards de Dollars US pour la même période.

De son côté, entre 2005 et 2009, la Corée du Sud a multiplié par trois ses investissements en Afrique. Les autorités sud-coréennes, par la voie du ministre de la Stratégie et des Finances, Yoo Il-ho, viennent d'annoncer leur intention de consacrer 5 milliards de dollars US au financement de 61 projets en Afrique en 2019 et 2020.

En ouverture de la conférence de Tokyo pour le développement de l'Afrique TICAD 2016, le Japon, voulant accélérer ses investissements en Afrique, avait lui aussi promis, en concurrence avec la Chine, 30 milliards de dollars US (27 milliards d'euros) d'investissements en Afrique entre 2016 et 2018.

Comme conséquence, des entreprises de ces trois pays asiatiques s'installent un peu partout en Afrique et ne laissent aucune place aux entreprises nord-coréennes.

Mais les pays occidentaux que d'aucuns accusent d'avoir des procédures de décaissement trop longues et compliquées contrairement aux Asiatiques, les Chinois notamment, perçus comme des gens pragmatiques, ne s'avouent pas devancés.

Par le biais, entre autres, du G20 Compact with Africa (CWA) les pays occidentaux riches veulent intensifier leur coopération avec l'Afrique en conformité avec les objectifs visés par le programme Agenda 2063 de l'Union africaine.